

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2011 — 145

[2011/200057]

26 NOVEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'article 4ter, 1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mars 2004 relatif à l'enveloppe de points pour les centres d'enseignement de l'enseignement fondamental et l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment l'article 125*duodecies*, 1 inséré par le décret du 22 juin 2007, remplacé par le décret du 4 juillet 2008 et modifié par le décret du 8 mai 2009, l'article 136 et l'article 141, § 2, modifié par le décret du 14 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mars 2004 relatif à l'enveloppe de points pour les centres d'enseignement de l'enseignement fondamental;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 29 septembre 2010;

Vu le protocole n° 736 du 16 juillet 2010 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X et de la sous-section "Communauté flamande" de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux;

Vu le protocole n° 503 du 16 juillet 2010 portant les conclusions des négociations menées au sein du Comité coordinateur de négociation de l'enseignement libre subventionné;

Vu l'avis 48 832/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 4ter, 1 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 mars 2004 relatif à l'enveloppe de points pour les centres d'enseignement de l'enseignement fondamental, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 7 septembre 2007, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 septembre 2008 et modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 septembre 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans la phrase introductive, les mots " pour l'année scolaire 2009-2010," sont abrogés;

2° au point 2°, le nombre "0,17210" est remplacé par le nombre "0,18128" et le nombre "0,13204" est remplacé par le nombre "0,14122";

3° il est inséré un point 2°bis ainsi rédigé :

"2°bis. Par dérogation au point 2°, pour la période du 1^{er} septembre 2010 au 30 novembre 2010 inclus, B = la somme de la somme de a et b arrondie au niveau scolaire pour chaque école d'enseignement fondamental ordinaire du centre d'enseignement.

Pour arrondir, on applique la règle suivante : si le premier chiffre après la virgule de la somme de a et b est supérieur à quatre, le résultat est arrondi à l'unité supérieure. Si le premier chiffre après la virgule de la somme de a et b est inférieur ou égal à quatre, le résultat est arrondi à l'unité inférieure.

Où a = le produit de la multiplication du nombre de jeunes enfants régulièrement inscrits, que l'école compte au jour de comptage ou pendant la période de comptage, par le coefficient 0,17281.

Où b = le produit de la multiplication du nombre d'élèves régulièrement inscrits en primaire, que l'école compte au jour de comptage ou pendant la période de comptage, par le coefficient 0,13275;".

Art. 2. Dans l'article 7, § 3, 2°, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 10 octobre 2008, les mots "2008-2009 et 2009-2010" sont remplacés par les mots "2010-2011 et 2011-2012".

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 2010.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. Bruxelles, le 26 novembre 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse,
de l'Egalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

VLAAMSE OVERHEID

N. 2011 — 146

[2011/200058]

3 DECEMBER 2010. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging, wat de toe te passen verdeelsleutel betreft, van het besluit van de Vlaamse Regering van 22 september 2006 betreffende de subsidiëring van ouderkoepelverenigingen

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 20 juni 1996 betreffende de subsidiëring van ouderkoepelverenigingen, artikel 5, vervangen bij het decreet van 9 juli 2010, en artikel 5/1, ingevoegd bij het decreet van 9 juli 2010;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 22 september 2006 betreffende de subsidiëring van ouderkoepelverenigingen;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 29 september 2010;

Gelet op advies 48.831/1 van de Raad van State, gegeven op 4 november 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke Kansen en Brussel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 4 van het besluit van de Vlaamse Regering van 22 september 2006 betreffende de subsidiëring van ouderkoepelverenigingen, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 24 april 2009, wordt paragraaf 2 vervangen door wat volgt :

“§ 2. De beschikbare begrotingskredieten worden als volgt verdeeld over de erkende ouderkoepelverenigingen :

1^o een vast bedrag van 16 % van de totale kredieten wordt gelijkmatig verdeeld over de erkende ouderkoepelverenigingen, en geldt als sokkel;

2^o het resterende bedrag van de totale kredieten wordt lineair verdeeld a rato van het aantal leerlingen dat het onderwijsnet waartoe de erkende ouderkoepelvereniging behoort, telt op 1 februari van het jaar dat voorafgaat aan de periode van drie jaar.”

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 4/1 ingevoegd, dat luidt als volgt :

“Art. 4/1. In afwijking van artikel 4, § 2, worden de beschikbare begrotingskredieten in 2011 als volgt verdeeld over de erkende ouderkoepelverenigingen :

1^o een vast bedrag van 16 % van de totale kredieten wordt gelijkmatig verdeeld over de erkende ouderkoepelverenigingen, en geldt als sokkel;

2^o het resterende bedrag van de totale kredieten wordt lineair verdeeld a rato van het aantal leerlingen dat het onderwijsnet waartoe de erkende ouderkoepelvereniging behoort, telt op 1 februari 2009”.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2011.

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 december 2010.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

K. PEETERS

De Vlaamse minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke Kansen en Brussel,

P. SMET

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2011 — 146

[2011/200058]

3 DECEMBRE 2010. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 septembre 2006 relatif au subventionnement d'associations coordinatrices de parents, pour ce qui concerne la clé de répartition à appliquer

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 20 juin 1996 relatif au subventionnement d'associations coordinatrices de parents, notamment l'article 5, remplacé par le décret du 9 juillet 2010, et l'article 5/1, inséré par le décret du 9 juillet 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 septembre 2006 relatif au subventionnement d'associations coordinatrices de parents;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 29 septembre 2010;

Vu l'avis 48 831/1 du Conseil d'Etat, donné le 4 novembre 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa premier, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Egalité des Chances et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 22 septembre 2006 relatif au subventionnement d'associations coordinatrices de parents, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 avril 2009, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

“§ 2. Les crédits budgétaires disponibles sont ventilés comme suit sur les associations coordinatrices de parents agréées :

1^o un montant fixe de 16 % du total des crédits est réparti de manière égale entre les associations coordinatrices de parents agréées, et sert de socle;

2^o le montant restant du total des crédits est réparti de manière linéaire au prorata du nombre d'élèves que compte le réseau d'enseignement auquel appartient l'association coordinatrice de parents agréée au 1^{er} février de l'année qui précède la période de trois ans.”

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 4/1, rédigé comme suit :

“Art. 4/1. Par dérogation à l'article 4, § 2, les crédits budgétaires disponibles sont ventilés comme suit en 2011 sur les associations coordinatrices de parents agréées :

1^o un montant fixe de 16 % du total des crédits est réparti de manière égale entre les associations coordinatrices de parents agréées, et sert de socle;

2^o le montant restant du total des crédits est réparti de manière linéaire au prorata du nombre d'élèves que compte le réseau d'enseignement auquel appartient l'association coordinatrice de parents agréée au 1^{er} février 2009”.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011.

Art. 4. Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 3 décembre 2010.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse,
de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

VLAAMSE OVERHEID

N. 2011 — 147

[2011/200100]

17 DECEMBER 2010. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van de centra voor kinderzorg en gezinsondersteuning

De Vlaamse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het kaderdecreet Bestuurlijk Beleid van 18 juli 2003, artikel 6, § 2, artikel 10, § 2;

Gelet op het decreet van 30 april 2004 tot oprichting van het intern verzelfstandigd agentschap met rechtspersoonlijkheid Kind en Gezin, artikel 8, § 1, gewijzigd bij het decreet van 22 december 2006;

Gelet op het decreet van 7 mei 2004 betreffende de rechtspositie van de minderjarige in de integrale jeugdhulp, artikel 26;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de centra voor kinderzorg en gezinsondersteuning;

Gelet op het advies van het Raadgevend Comité van Kind en Gezin, gegeven op 27 oktober 2010;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 14 december 2010;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid; overwegende dat een besluitwijziging onverwijld en voor het einde van het jaar noodzakelijk is om de uitbreiding van het aantal plaatsen begrotingstechnisch te kunnen realiseren;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Aan artikel 2, § 4, van het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van de centra voor kinderzorg en gezinsondersteuning wordt een derde lid toegevoegd, dat luidt als volgt :

"De vereiste om minimaal 25 % residentiële begeleidingsdagen te realiseren, geldt niet voor plaatsen die toegekend zijn na 1 december 2010."

Art. 2. In artikel 38 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 30 maart 2007, wordt paragraaf 4 vervangen door wat volgt :

"§ 4. Kind en Gezin kan een erkenning alleen toestaan of de bepalingen ervan wijzigen als de totale erkende capaciteit van alle erkende centra samen niet meer bedraagt dan 1540. Vanaf 1 maart 2011 mag de totale erkende capaciteit maximaal 1566 plaatsen bedragen."

Art. 3. Aan het besluit van de Vlaamse Regering van 1 maart 2002 betreffende de erkenning en subsidiëring van de centra voor kinderzorg en gezinsondersteuning wordt een artikel 49 sexies toegevoegd, dat luidt als volgt :

"Aan elk erkend centrum worden subsidies toegekend om aan de minderjarigen die minimaal één maand residentieel in het centrum verblijven, zakgeld te betalen. De bedragen van het zakgeld worden, naar gelang de leeftijd van de minderjarigen als volgt vastgesteld :

1° voor minderjarigen van 6 tot 8 jaar : 4,87 euro per maand;

2° voor minderjarigen van 8 tot 12 jaar : 9,71 euro per maand;

3° voor minderjarigen van 12 tot 14 jaar : 19,42 euro per maand.

Bij wijziging van leeftijdsgroep gaat het hoger tarief in vanaf de maand die volgt op de verjaardag.

De betaling van het zakgeld gebeurt op het einde van de maand van het verblijf en wordt door de voorziening gestaafd aan de hand van een ontvangstbewijs dat door de minderjarigen wordt gedateerd en ondertekend."

Art. 4. De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2010.

De minister-president van de Vlaamse Regering,
K. PEETERS

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,
J. VANDEURZEN